

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 20/11/2023

Résumé de la position FGR :

FGR tient à souligner l'intérêt du rapport de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050 dans un contexte d'atteinte de neutralité carbone. Nous nous félicitons de la reconnaissance du rôle des infrastructures gaz dans le système énergétique français à moyen et long-terme. Aussi et de façon générale, FGR ne comprend pas l'arbitrage à ce stade sur les dépenses d'investissement de GRDF. Le volume de dépenses envisagé ne permettra pas de répondre aux futurs objectifs d'au moins 50 TWh de biométhane injecté dans les réseaux d'ici 2030 tels qu'évoqués par les pouvoirs publics récemment. La réflexion dans l'épure de la PPE actuelle fausse les évolutions nécessaires en termes d'investissement, que ce soit pour l'adaptation des réseaux de distribution, ou en matière de dépenses de R et D. Dans cette même logique, la mise en place d'un mécanisme d'incitation à la priorisation des investissements, risque de limiter l'accès des projets de biométhane au raccordement. Ce mécanisme est selon nous, contraire à l'esprit du droit à l'injection.

Enfin FGR est opposée aux propositions visant à faire évoluer le montant du timbre d'injection. Nous tenons à rappeler ici, que lors de la consultation précédente sur l'ATRD6, nous avons déjà fait état la complexité du mécanisme proposé avec l'introduction de 3 timbres d'injection différents. 4 ans plus tard, on ne peut que constater l'iniquité de ce mécanisme. L'augmentation sans préavis du montant des timbres d'injection n'est pas envisageable à si court terme.

cf. réponse détaillée en pièce jointe

Liste des pièces jointes à la contribution :

23.11.17. REPONSE FGR CONSULTATION PUBLIQUE ATRD7 .pdf